

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 13 février 2026

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Karine DUVAL

Présidente du groupe

Conseillère départementale, canton de Cherbourg-en-Cotentin 2

au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Ce débat d'orientations budgétaires est un moment important. Il ne s'agit pas seulement de chiffres, mais de choix politiques et de vision pour notre territoire.

Notre groupe souhaite d'abord reconnaître une réalité : la gestion du Département est prudente. La maîtrise de la dette et la recherche d'équilibres financiers sont des objectifs légitimes. Nous ne les contestons pas.

Mais là où nous aurons toujours une analyse différente, ce sera sur l'ordre des priorités, la façon de concevoir la gestion des fonds publics qui nous sont confiés au service des citoyens que nous représentons. Nous le disons, la prudence budgétaire ne doit pas se faire au détriment de la cohésion sociale.

C'est vrai, le territoire se trouve à un moment charnière. La Manche connaît des dynamiques positives : projets industriels, attractivité économique, perspectives de développement. Les derniers chiffres du chômage placent la Manche en 3^{ème} position des départements avec le moins de demandeurs d'emploi. C'est exceptionnel. Pourtant, en parallèle, nous faisons face à des réalités lourdes : le vieillissement de la population, la montée des fragilités en santé mentale, des situations de précarité persistantes, de plus en plus d'enfants qui nécessitent d'être protégés et de familles à accompagner et des habitants qui se sentent laissés de côté.

Ces évolutions et les défis de ce siècle doivent nous pousser à réinterroger nos priorités. Et il y a urgence, nous qui avons à agir aujourd'hui tout en préparant demain. Nous le savons, l'avenir sera fait d'une succession de crises, j'en parlais dans les propos liminaires... Ce sera aussi un avenir où nous aurons à affronter un double mur démographique, celui du vieillissement que j'évoquais à l'instant, et aussi celui de la baisse de la natalité, et avant cela de la baisse importante du nombre d'enfants scolarisés. L'avenir sera aussi de préparer notre jeunesse à un monde de plus en plus numérique, où ils devront, à la fois, acquérir un apprentissage de base tout en maîtrisant un environnement où le virtuel et ses dangers, prendront de plus en plus de place. Ce sera un défi aussi de lutte contre l'exclusion... Loin de moi l'idée de noircir le tableau, mais comme nous sommes au stade de la réflexion sur les fondamentaux qui guideront nos priorités, autant bien avoir en tête les enjeux. Tout cela nous oblige à imaginer l'action publique, et celle

du Département, en particulier, d'une autre manière qu'une vision conservatrice.

Alors, bien sûr, notre dépendance aux décisions de l'État concernant nos recettes, la fragilité de certaines ressources importantes dont la fluctuation est conjoncturelle, peuvent nous pousser à la prudence. Pour autant, des choix sont possibles.

Oui, nos recettes reposent sur des bases instables et sur des droits de mutation par nature volatils. Oui, le modèle national mérite d'être réinterrogé, oui, il faudrait faire évoluer la décentralisation, redonner ses lettres de noblesse à l'autonomie des collectivités locales etc... Enjeu national... on en parle en 2027 ? Pour le moment, nous devons faire avec la situation qui est la nôtre aujourd'hui. Nous avons, encore plus dans un Département comme la Manche, relativement épargné de la rudesse financière, le pouvoir d'agir sur nos priorités locales. Nous le voyons par les chiffres anticipés de l'exercice 2025.

Nous, nous vous proposons de mettre la prévention au cœur : La prévention comme dénominateur commun de l'action sociale et l'anticipation comme guide de nos autres politiques. Nous y croyons !

D'ailleurs, avons-nous réellement fait l'exercice du coût global ? Un euro investi en prévention aujourd'hui, combien d'euros économisés demain ?

Prévenir, c'est investir dans la santé, le logement, l'accompagnement des familles et la protection de l'enfance. Quand des aides éducatives sont en attente, ce sont des enfants et des

familles qui attendent un soutien. La prévention coûte toujours moins que la réparation et l'exercice à venir de recalibrage des effectifs sur les pôles d'action sociale (PAS) nous inquiète.

Les pôles d'action sociale sont en première ligne auprès des publics fragiles. Réduire les effectifs, c'est allonger les délais, accentuer la pression sur les travailleurs sociaux et augmenter les risques psychosociaux.

A la lumière de cet objectif cardinal, il faudra certainement repenser la hiérarchie des investissements, car ils n'ont pas tous le même impact humain.

Un euro investi dans l'enfance ou la prévention produit aussi de la valeur publique, de même que soutenir les associations, c'est soutenir la cohésion du territoire. Nous vous avons d'ailleurs interpellé récemment, Monsieur le Président, sur la situation de l'association « au fil de l'eau » petite structure qui mène le travail dont nous avons exactement besoin : réinsérer ceux qui sont sur le bord de la route et qui, sans un coup de main adapté, seront les laissés-pour-compte du développement de notre territoire.

Nous en arrivons donc à un enjeu majeur qu'est la question de l'usage de la dette.

Nous pensons qu'un endettement maîtrisé au service de la prévention et de l'humain peut être un investissement utile. On s'interroge de savoir jusqu'où vous souhaitez aller dans le désendettement, jusqu'où cela est vertueux pour les Manchois. Nous pourrions définir ce qui est de la bonne dette.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, cher.e.s collègue, en ce temps de débat et d'orientation, notre groupe ne remet pas en cause la nécessité de sérieux budgétaire. Notre fonction nous y oblige d'ailleurs. Nous proposons simplement que ce sérieux s'accompagne d'une attention constante à la cohésion sociale. Investir dans l'humain, c'est préparer l'avenir du territoire.

Nous sommes convaincus que ces sujets peuvent nous rassembler au-delà des sensibilités politiques, car ils touchent à l'intérêt général et à l'avenir de la Manche.

C'est dans cet esprit de dialogue et de responsabilité collective que nous souhaitons poursuivre ce débat. Et que nous échangerons, plus encore, lors de la présentation de votre budget primitif.

Je vous remercie pour votre attention.

★ ★

★